

Le privé se tourne vers la médecine durable

SANTÉ L'Hôpital de La Tour à Genève devient partenaire de l'association faitière d'une médecine qui prône le «moins, c'est parfois mieux». Ce n'est que le début d'une révolution culturelle dans le système de santé, explique Omar Kherad, chef du service de médecine interne

MICHEL GUILLAUME
@mfguillaume

L'Hôpital de La Tour à Genève intègre la liste des hôpitaux qui prônent la «smarter medicine», un anglicisme intraduisible désignant une médecine durable plus performante en luttant contre la surmédicalisation et les actes inappropriés. En Suisse romande, il est le premier établissement privé à le faire. Jusqu'à présent, ce sont surtout des hôpitaux publics, au Tessin, à Zurich, Genève et Lausanne qui avaient conclu un partenariat avec l'association faitière «Smarter Medicine - Choosing Wisely Switzerland».

A la suite d'un mouvement né aux Etats-Unis, cette dernière est née à Berne en 2017 sous l'impulsion de l'Académie suisse des sciences médicales. Parmi ses membres fondateurs, des organisations médicales spécialisées et professionnelles, mais aussi des associations qui défendent les intérêts des patients et des consommateurs. Son but: sensibiliser le public au fait qu'en médecine, «moins, c'est parfois mieux».

Le président de cette association est toujours Jean-Michel Gaspoz, qui fut aux HUG le mentor d'Omar Kherad, depuis 2010 chef du service de médecine interne de l'Hôpital de La Tour. Ce dernier a pris part à l'élaboration de ce qui est devenu l'action phare du mouvement dans chaque discipline médicale: une liste de cinq interventions inappropriées.

Un exercice d'autocritique salubre

Omar Kherad le dit d'emblée: «La condition essentielle au succès de ce mouvement sera une révolution culturelle touchant aussi bien les médecins que les patients.» Cela implique, de part et d'autre, un exercice d'autocritique parfois douloureux mais salutaire. Nul ne doute que l'immense majorité des médecins sont intègres et s'engagent pour prodiguer les meilleurs soins possibles. «Mais en analysant un peu nos pratiques, nous nous apercevons que nous en faisons souvent un peu trop», déclare-t-il. Quant au patient, il bénéficie en Suisse d'un large catalogue de prestations auquel il a facilement accès



Omar Kherad: «En analysant nos pratiques, nous nous apercevons que nous en faisons souvent un peu trop.» (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

dans l'assurance de base. Il doit lui aussi surmonter sa crainte d'un rationnement des soins lorsque son thérapeute lui explique qu'un traitement trop invasif n'est pas dans son intérêt.

La surmédicalisation est l'un des principaux maux du système de santé suisse, puisqu'on estime généralement que 20% des opérations et traitements sont superflus dans l'assurance de base, ce qui permettrait d'économiser quelque 6 milliards de francs par an. Omar Kherad connaît bien la question, lui qui – à l'Université Harvard – a obtenu un diplôme sur la qualité des soins, dont la lutte contre l'excès des soins est l'une des dimensions. Il cite plusieurs études, dont l'une a mis en évidence la répétition d'examen

Aussi l'Hôpital de La Tour a-t-il mis en place des indicateurs hospitaliers au sein de ses services de médecine interne afin de surveiller les taux de prescription de certaines interventions à faible valeur ajoutée qui peuvent porter préjudice au patient. Cela concerne la prescription de médicaments comme les antibiotiques, mais aussi les examens radiologiques, le nombre de transfusions sanguines et le taux de sondage urinaire. Les prestataires de soins pourront ainsi se comparer entre pairs. «Ces indicateurs agiront tel un «effet radar» semblable au contrôle de la circulation, en incitant les médecins à inscrire les justes pratiques dans la durée», souligne Omar Kherad.

Prochaine étape: la création d'un curriculum universitaire visant à lutter contre la surmédicalisation. Alors que les médecins les plus âgés rechignent parfois à changer leurs habitudes, autant mettre l'accent tout en amont, soit dans la formation de la relève à l'université déjà. A cet échelon, le médecin-chef de La Tour a constaté que les universités sont sensibilisées à cette médecine durable, mais que leur approche est encore trop fragmentée. A Genève, la crise du coronavirus a retardé ce projet, qui devrait pourtant se concrétiser l'an prochain.

Dans l'ensemble de la Suisse, l'idée de la médecine durable progresse après un démarrage laborieux. Depuis fin 2019, l'association faitière a accéléré son recrutement d'hôpitaux partenaires. Alors que le Tessin a joué un rôle de pionnier, les HUG et le CHUV ont déjà signé ce partenariat, de même que deux hôpitaux zurichois. «Cette approche est de mieux en mieux comprise par les sociétés médicales, les hôpitaux et les patients», note avec satisfaction son président, Jean-Michel Gaspoz. Pour sa part, la Fédération romande des consommateurs (FRC), cofondatrice de l'association suisse, se réjouit qu'une première clinique privée monte dans le bateau. Son responsable de la politique de la santé Yannis Papadaniél nuance pourtant: «C'est encourageant, mais il est difficile de dire à ce stade si ces intentions seront suivies d'actions concrètes et durables qui peuvent aboutir à une nouvelle culture médicale.»

On estime que 20% des opérations et traitements sont superflus dans l'assurance de base

lors du transfert de patients des urgences de l'Hôpital de La Tour vers les HUG, «de manière inappropriée dans plus de 70% des cas».

Autre étude, autre résultat édifiant: elle concerne cette fois les 2000 radiographies de l'abdomen qui sont réalisées en une année dans les centres d'urgences des HUG et de La Tour. Or, dans l'écrasante majorité des cas, soit plus de 80% d'entre eux, l'indication de cet examen était «relative ou inappropriée», exposant inutilement le patient à une irradiation toxique. Enfin, une étude effectuée en collaboration avec les universités d'Oxford et McGill (Montréal) a démontré que les transfusions sanguines étaient prescrites de manière trop libérale lors d'hémorragies digestives, à l'encontre des recommandations internationales.

L'école à la maison: peut mieux faire

LACUNES Le Syndicat des enseignants romands tire un bilan en demi-teinte des huit semaines d'école à distance. Il parle notamment de la fracture sociale engendrée par des disparités de matériel informatique

AÏNA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

L'heure est venue pour le Syndicat des enseignants romands (SER) de tirer les leçons de huit semaines d'école à la maison. Le bilan: beaucoup d'éléments à corriger, certaines bonnes surprises. En premier lieu, Samuel Rohrbach, le président du syndicat, pointe un manque de communication et souhaite que les cantons s'entendent pour prendre dorénavant des décisions communes. «Il n'y a eu aucune coordination concernant la durée de la fermeture des écoles ou la façon de mettre en place la continuité pédagogique. La concrétisation du retour en classe a connu autant de scénarios que de cantons», illustre-t-il.

Il demande aussi aux départements de la formation de mettre à la disposition des écoles des plateformes et des

moyens de communication, ne serait-ce que pour joindre les élèves, et échanger entre profs. «En dehors de la multiplication des directives, s'égarant dans les strates de la hiérarchie scolaire et n'arrivant que partiellement ou tardivement jusqu'aux enseignants, la communication auprès des parents et des élèves a aussi été problématique.»

Doter les élèves du 2e cycle d'ordinateurs personnels

Autre point, et non des moindres, doter les classes de matériel informatique. «Il est indispensable que tous les enseignants soient équipés au minimum d'un ordinateur portable avec les licences adéquates, fourni par leur employeur, et il en va de même pour les élèves à partir du 2e cycle, demande Samuel Rohrbach. On a constaté durant le confinement une fracture sociale liée à l'équipement informatique. C'est un investissement nécessaire si l'on veut que la Suisse réussisse son tournant numérique.» Le syndicat l'avait déjà demandé avant la crise, il réitère son appel: il faut aussi pouvoir compter sur un responsable technique et pédagogique par établissement pour

accompagner cette transition. «Il ne sert à rien d'avoir du matériel numérique si les enseignants ne savent pas s'en servir.»

Un point positif

Point positif: «Durant ces semaines d'école à la maison, des élèves ont développé des facultés d'autonomie; il s'agit désormais d'en tenir compte pour la reprise», se félicite Samuel Rohrbach. Les enseignants, eux, ont fait preuve d'engagement et de créativité», selon le syndicaliste. La page Facebook «Enseignants romands Covid-19» compte 6000 membres et le SER demande que les nombreux échanges et documents de toute nature qui y ont été créés soient sauvegardés, répertoriés et mis à disposition de tous les enseignants.

Un bilan pédagogique complet devra être fait, le syndicat rencontrera courant juillet des membres de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. La crainte de coupes dans le budget de la formation et dans le salaire des enseignants existe; le SER appelle les autorités à s'engager en faveur de services publics. ■

MAIS ENCORE

A Neuchâtel, étape décisive pour le parc des Jeunes-Rives
Le réaménagement des Jeunes-Rives, au bord du lac à Neuchâtel, a convaincu lors de la phase de consultation. Prochaine étape décisive: le passage le 29 juin devant le Conseil général. Si le projet passe la rampe, le nouveau parc sera accessible en partie à l'été 2022. **ATS**

Un ex-conseiller d'Etat succédera à Damien Piller

MIGROS Le vigneron neuchâtelois et ancien politicien PLR Thierry Grosjean prendra la présidence de la coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg, secouée par les affaires depuis plusieurs mois

YAN PAUCHARD
@YanPauchard

Son rôle sera de ramener la sérénité dans une entreprise ébranlée par des mois de scandales. Le 1er juillet, l'ancien conseiller d'Etat PLR neuchâtelois Thierry Grosjean reprendra la présidence de l'administration de la coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg (MNF), une nomination révélée par le journal *ArcheInfo*. Le vigneron d'Auvergnier succède ainsi au sulfureux Damien Piller, promoteur immobilier fribourgeois soupçonné d'enrichissement personnel dans le cadre de la construction de magasins et aujourd'hui prévenu de faux dans les titres à la suite de la découverte

d'un trucage massif lors du vote qui lui a permis de se maintenir à la présidence.

Contacté par *Le Temps*, Thierry Grosjean se réjouit de ce mandat au sein de «cette magnifique entreprise qu'est la Migros». Il préfère ne pas commenter les affaires juridiques en cours, qui ne l'inquiètent pas. «Quand on travaille la vigne, on sait qu'il peut y avoir des orages, mais que la vie continue», philosophe celui qui souhaite se concentrer sur la relance du commerce de détail après la période de coronavirus.

En retrait de la vie politique depuis sa non-réélection au Conseil d'Etat en 2013, il remettra son domaine à son fils dans dix-huit mois et aura pleinement le temps de s'engager dans cette nouvelle fonction. Et de conclure sous forme de boutade: «Comme la Migros ne vend pas d'alcool, on ne pourra pas me reprocher d'éventuels conflits d'intérêts.» ■